

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

DEPARTEMENT ADMINISTRATION DU PERSONNEL ET PAIE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Objet du contrat :

**Prestations de médecine de prévention au travail
au profit des agents de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)**

Pouvoir adjudicateur :

Agence nationale de l'habitat (Anah)

Catégorie :

Marché public de prestations de services

Mode de passation :

**Procédure adaptée passée conformément aux dispositions
des articles L. 2123-1.2°, R. 2123-1.3° du code de la commande publique.**

Technique d'achat :

Accord-cadre mono attributaire

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION DE L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT.....	3
2	OBJET DU CONTRAT	4
3	PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
4	MODALITÉS D'EXERCICE DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL.....	5
5	LES LIVRABLES	6
6	CONFIDENTIALITÉ.....	7

1 PRÉSENTATION DE L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

L'Anah est un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière localisé à Paris. Elle est placée sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, et du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique »

Créée en 1971, elle a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale de développement et d'amélioration du parc de logements privés existants, sur l'ensemble du territoire national.

Autour de la Direction Générale, la nouvelle organisation de l'agence est structurée de la façon suivante :

- 8 Directions : Affaires financières et comptables, Ressources Humaines, Communication, Systèmes d'information et de l'innovation digitale, Affaires juridiques, Expertise et politiques publiques, Stratégies et relations territoriales et la Distribution des aides.
- 1 secrétariat général en charge du pilotage stratégique.
- 1 pôle audit et maîtrise des risques

Le siège situé au 8 avenue de l'Opéra - 75001 Paris compte environ 300 agents en équivalent temps plein travaillé.

L'Anah pilote depuis janvier 2022 le service public de la rénovation de l'habitat France Rénov' (FR) porté par l'État avec les collectivités locales. Ce service public regroupe à la fois le réseau des conseillers France Rénov' (FR) et les services déconcentrés de l'État et des collectivités délégataires. Ce réseau provient notamment de la réunion entre un réseau Anah, d'une part, et ADEME, d'autre part.

En matière de rénovation énergétique, les interventions de l'Anah se sont renforcées, comme demandé par le gouvernement, notamment suite à la transformation à partir de 2020 du Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) en une aide versée par l'Anah, MaPrimeRénov'. Cette massification a profondément changé les outils de l'Anah et également élargi ses interlocuteurs dont les structures privées.

Créée en 1971 pour répondre à l'inconfort et à la dégradation du parc immobilier existant, l'Anah joue initialement un rôle social important, dont la résorption de l'habitat dégradé et insalubre mais également les aides à l'adaptation et maintien à domicile (vieillesse, perte d'autonomie...). D'autres dispositifs que MaPrimeRénov' existent donc, tel que : MaPrimeAdapt' ; Ma Prime Logement Décent ; MaPrimeRénov' Copropriété Dégradée...

Les missions de l'Anah sont relayées à différentes échelles pour apporter des réponses concrètes à chaque territoire. Localement au niveau des services déconcentrés de l'État ou directement par les collectivités territoriales. Le réseau des Espaces Conseil France Rénov', les partenaires et les professionnels contribuent également à la mission de service public de l'habitat pour tous, en France et dans les territoires d'Outre-mer.

2 OBJET DU CONTRAT

Le présent marché a pour objet l'exercice d'une médecine de prévention au travail au profit des agents de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). Cette prestation est assurée par un médecin du travail assisté d'une équipe pluridisciplinaire.

Il porte plus précisément sur la surveillance médicale et préventive du personnel de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'action en milieu de travail pour éviter toute altération de la santé physique et psychique des agents du fait de leur travail, de l'apport de conseil à l'administration, aux agents et aux représentants du personnel en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie au travail, l'hygiène des locaux, l'adaptation des postes et des rythmes de travail.

Dans ce cadre général, la prestation est composée réglementairement de deux grands types de missions :

- La surveillance médicale des agents ;
- L'action en milieu professionnel (visites des locaux, participation aux réunions de la formation spécialisée du comité social d'administration (CSA), études des postes de travail).

3 PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 En matière de surveillance médicale

Il s'agit notamment de :

- Vérifier l'état de santé de chaque agent conformément à la législation en vigueur et de prévenir toute altération de leur santé au travail ;
- Apprécier l'adéquation entre la santé des agents et le poste de travail qu'ils occupent, au travers de la réalisation des visites d'information et de prévention (V.I.P.), de se prononcer sur les éventuelles contre-indications et de proposer, le cas échéant, des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions ;
- Surveiller les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ;
- Donner aux agents des conseils sur les risques professionnels encourus et la façon de s'en prémunir ;
- Conseiller l'employeur, les agents et les représentants du personnel sur les dispositions et mesures à mettre en place afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels et d'améliorer les conditions de travail.

Le titulaire doit assurer les prestations de services de santé au travail qui suivent :

➤ Les visites médicales à l'embauche des agents

À la demande de l'Anah, tout agent nouvellement recruté doit être reçu par le médecin du travail ou par un professionnel de santé au travail (infirmiers diplômés en santé du travail ; psychologues, ergonomes...) dans des conditions et délais réglementaires.

La visite se traduit par la réalisation de tous les examens médicaux prescrits par la législation en vigueur au jour de la visite.

➤ Les visites médicales de surveillance et notamment pour les personnels à risques ci-dessous

- Femmes enceintes ;
- Agents reconnus comme travailleurs handicapés ;
- Agents souffrant de pathologies particulières ;
- Agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée.

Le titulaire définit la fréquence et la nature des visites médicales que comporte cette surveillance médicale.

➤ **Les visites médicales de reprise**

Les examens pratiqués lors de cette visite ont pour seul but d'apprécier :

- L'aptitude de l'intéressé à reprendre son ancien emploi ;
- La nécessité d'un aménagement ou d'une adaptation des conditions de travail.

Cette visite est organisée à la demande de l'Anah, lors de la reprise du travail et notamment dans le cadre de retour suite à des accidents du travail ou des arrêts maladie de plus de 60 jours.

➤ **Les visites médicales de pré-reprise**

Ces visites interviennent lorsqu'une modification de l'aptitude physique d'un agent est prévisible lors de sa reprise du travail, en vue de faciliter la recherche de mesures nécessaires.

Elles peuvent émaner de l'agent concerné, de son médecin traitant ou d'un médecin agréé.

Un rendez-vous de liaison peut être organisé à l'initiative de l'administration entre l'agent (avec son accord) et l'administration, en vue d'échanger sur ses conditions de retour en emploi ; le médecin peut y assister.

➤ **Les visites médicales supplémentaires**

Des visites médicales supplémentaires peuvent être sollicitées dans les cas suivants :

- à la demande de l'administration ;
- à la demande de l'agent ;
- à la demande du médecin traitant et à la demande du médecin du travail.

➤ **La participation aux réunions d'instance représentative du personnel**

Le médecin du travail participe à ces réunions et présente chaque année son rapport au comité social d'administration dans sa formation spécialisée.

Il est informé de la tenue du comité médical ainsi que du conseil médical.

Il peut présenter des observations écrites ou être amené à assister à titre consultatif à ces réunions.

3.2 Dans le cadre de l'action en milieu professionnel

Le titulaire devra assister l'Anah dans le cadre d'une mission de conseil et d'alerte notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité au travail ainsi que dans le cadre des réunions de la formation spécialisée du comité social d'administration (article 9 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État).

4 MODALITÉS D'EXERCICE DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL

4.1 Effectifs

Les données relatives à l'effectif total à visiter seront communiquées au titulaire du marché chaque année en janvier pendant toute la durée du contrat.

Il est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des mutations, restructurations et sorties d'effectifs.

4.2 Nomination des médecins

Le titulaire désignera nominativement un médecin ou plusieurs médecins pouvant exercer la médecine du travail et impérativement titulaire d'un certificat de médecine du travail ou autre titre juridiquement reconnu.

Les noms des médecins du travail et leurs diplômes devront être transmis à l'Anah au démarrage du contrat. Tout changement de médecin du travail, même temporaire, doit être signalé à la direction des ressources humaines de l'Anah sous un délai de 15 jours.

Les médecins de prévention devront disposer de connaissances réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité, de médecine de prévention dans la fonction publique d'État et en matière de règles statutaires liées à la protection sociale dans la fonction publique d'État.

4.3 Locaux

Les visites médicales pourront être pratiquées :

- Soit dans un lieu adapté aux examens médicaux mis à disposition sans frais supplémentaire par le titulaire et validé par l'Anah ;
- Soit dans le cabinet médical du titulaire.

Aucun matériel nécessaire à la réalisation des examens cliniques de premier niveau ne sera mis à disposition du médecin par l'Anah.

4.4 Organisation des visites médicales

Les modalités retenues pour l'organisation sont les suivantes :

- Le titulaire propose à la direction des ressources humaines de l'Anah une liste de créneaux disponibles pour le mois à venir ;
- La direction des ressources humaines affecte les agents sur les créneaux proposés ;
- Le titulaire établit les convocations correspondantes et les adresse par courriel à la direction des ressources humaines de l'Anah ainsi qu'à l'agent.

Les visites médicales pourront se tenir au besoin en téléconsultation. Elles feront l'objet du même suivi et de la même communication que dans le cas d'une consultation classique.

5 LES LIVRABLES

Une convocation sera adressée directement à l'agent de l'Anah afin que celui-ci puisse se rendre aux dates et dans les locaux du titulaire retenu pour son intervention. Une copie sera adressée à la direction des ressources humaines.

Une fiche navette établie entre le service organisateur (Direction des ressources humaines, département ADP/Paie) et le médecin du travail permettra de connaître le suivi des visites par agent.

Le médecin du travail constitue un dossier médical en santé au travail dans les conditions prévues à l'article L. 4624-8 du code du travail. Lors du premier examen médical, le médecin du travail retrace dans le respect des dispositions prévues aux articles L. 1110-1 du code du travail et L. 1111-7 du code de la santé publique les informations relatives à l'état de santé de l'agent ainsi que les avis des différentes instances médicales formulés en application de l'article 10 de l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

À l'issue de chaque visite réalisée dans le cadre de la surveillance médicale des agents, le médecin du travail établira une fiche d'aptitude sur laquelle seront consignées les préconisations du médecin ; cette fiche est établie en deux exemplaires, dont l'un est remis à l'agent et l'autre adressé à l'Anah par voie électronique (justificatifs adressés à la direction des ressources humaines).

Le médecin du travail établit et met à jour périodiquement, en liaison avec l'agent désigné en application de l'article 4 du décret 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique, une fiche, sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents soumis à ces risques.

Le médecin consigne dans un rapport toute visite des locaux, études de poste ou autre activité réalisée dans le cadre de son tiers temps. Il communique ce rapport à la direction des ressources humaines (DRH) sous quinzaine.

En cas d'absence de livraison des livrables, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

6 CONFIDENTIALITÉ

Les résultats des analyses et des examens spécialisés pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne seront adressés qu'au médecin de prévention qui les transmettra à l'intéressé et, si nécessaire, au médecin traitant désigné par l'agent.